

# De l'affaire Rosenberg à la «non-affaire» Solomon Mikhoels

**Le nom des Rosenberg, victimes il y a soixante-dix ans aux Etats-Unis d'une condamnation à mort inique, reste dans les mémoires.**

**Celui de l'intellectuel juif Solomon Mikhoels, assassiné peu avant en URSS, en est quasiment absent. Les premiers ont été au centre d'une affaire mondiale, mais pas le second. Eclairage.**

Gilles MANCERON, membre du Comité central de la LDH

Julius et Ethel Rosenberg ont été arrêtés à New-York les 17 juillet et 11 août 1950 et accusés de faire partie d'un réseau d'espionnage soviétique. Il y a soixante-dix ans, le 5 avril 1951, ils ont été condamnés, en même temps que David Greenglass - le frère d'Ethel, qui a reconnu faire partie du réseau et témoigné contre eux -, de Morton Sobell - qui a nié comme les Rosenberg, mais, au terme d'une longue détention, reconnaîtra plus tard sa participation -, et, par contumace, d'Anatoli Yakovlev, un diplomate soviétique en liaison avec ce réseau, qui avait quitté les Etats-Unis dès l'arrestation de Julius. Les Rosenberg ont été condamnés à mort, sous l'accusation totalement fantaisiste d'avoir « transmis à l'URSS les secrets de la bombe atomique américaine », qu'ils n'étaient pas en capacité de connaître. Lors du procès, l'accusation n'a pas apporté de preuves. Les Etats-Unis n'ont pas voulu faire état des éléments qu'un système de décryptage des communications soviétiques, le programme Venona, encore actif jusque vers 1980, leur avait permis de connaître. L'URSS des dernières années de Staline a présenté les Rosenberg comme victimes de l'antisémitisme aux Etats-Unis et d'atteintes à leur liberté d'opinion favorable à la paix, accusés sans fondement de faire partie d'un réseau d'espionnage. Le

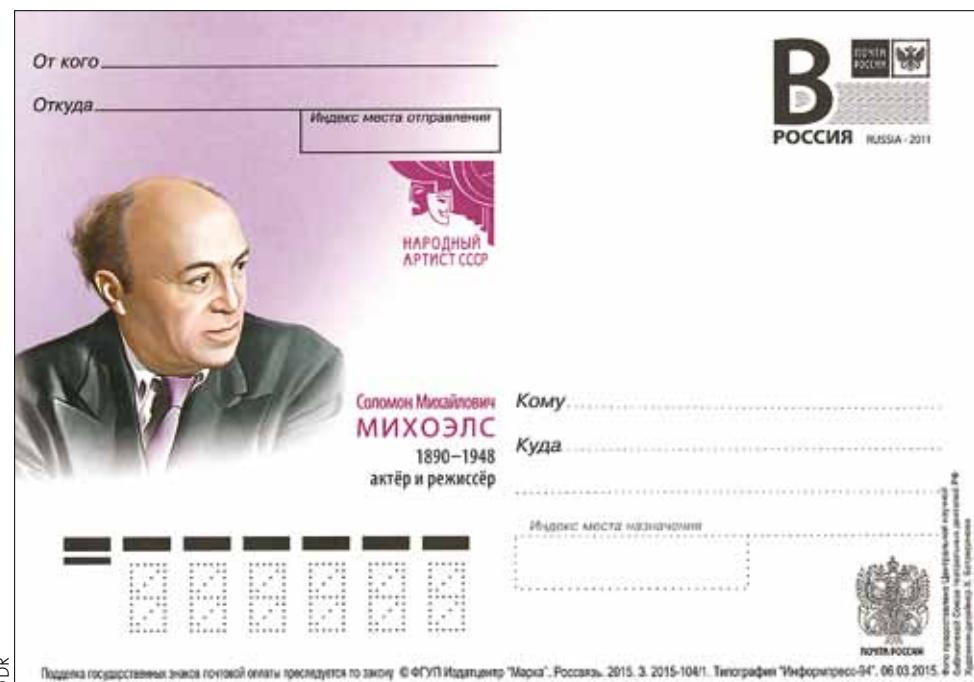
Parti communiste français (PCF), à cette époque sous l'influence directe de l'URSS de Staline, a repris ce discours, *L'Humanité* écrivant le 20 avril 1952 : « *L'affaire Rosenberg, c'est une version américaine de l'affaire Dreyfus.* » En juillet et août, une série d'articles intitulée « Une "Affaire Dreyfus" américaine/Innocents, les Rosenberg sont condamnés à la chaise électrique » dit qu'ils sont juifs et fait le parallèle avec les persécutions antisémites nazies. Un dessin, en octobre, montre un juge avec deux dossiers, « Ils sont pour la paix » et « Ils sont juifs », disant : « Ces deux preuves me suffisent ! ». Son auteur, Louis Mitelberg (Tim), dira plus tard combien il avait été alors abusé par ce récit fallacieux. Car si le procès des Rosenberg fut un scandale juridique, s'il s'est déroulé dans une atmosphère de « chasse aux sorcières » et d'hystérie anticommuniste entretenue par le maccarthysme, il ne s'est pas accompagné d'antisémitisme au même titre que lors de l'affaire Dreyfus, durant laquelle celui-ci constituait le fondement des accusations contre le capitaine pour des faits auxquels il était étranger. Les Rosenberg ont été dénoncés par le frère d'Ethel, David Greenglass, juif comme sa femme Ruth et comme Harry Gold qui avait dénoncé Greenglass. Le procureur, Irving H. Saypol, son adjoint Roy Cohn, le juge, Irving R. Kaufman, l'étaient aussi, et la large par-

tie de l'opinion américaine qui approuvait leur condamnation n'était pas en proie à un discours antisémite.

Leur exécution le 19 juin 1953 a provoqué une indignation légitime dans le monde, en particulier en France. La peine de mort est un assassinat et leur condamnation, sans aucunes preuves présentées au procès, fut un déni de justice.

## **L'affaire Rosenberg utilisée par l'URSS**

Mais cette affaire a été instrumentalisée par l'URSS de Staline, qui, à la fin de sa vie, avait sombré dans un délire antisémite, ce qui a conduit à une répression meurtrière des communistes juifs chez elle comme dans les pays sous son contrôle. La campagne pour les Rosenberg sur la base d'assertions inexactes est parvenue à en détourner l'attention et à susciter le soutien de nombreux juifs et démocrates d'Europe en les maintenant dans l'ignorance de l'assassinat de Solomon Mikhoels et d'un grand nombre de communistes juifs antifascistes à l'Est. Il est aujourd'hui établi par les historiens que Julius Rosenberg a fait partie d'un réseau d'espionnage soviétique. En 2013, le quotidien *La Marseillaise* a publié une interview du fils aîné des Rosenberg, Robert Meropol, reconnaissant que « [son] père a été impliqué dans l'espionnage ». Evoquer,



Solomon Mikhoels (représenté sur cette carte postale) était un intellectuel reconnu, président du Comité antifasciste juif d'Union soviétique, directeur du Théâtre juif d'Etat de Moscou. Son assassinat sur ordre de Staline en 1948 a été le point de départ d'une vague de répression contre des juifs communistes et antifascistes en URSS et dans les pays sous son influence.

soixante-dix ans plus tard, l'affaire Rosenberg et la «non-affaire» Solomon Mikhoels implique de reconnaître comme lui ce fait et de récuser, dans le cas des Rosenberg, toute comparaison avec l'affaire Dreyfus<sup>(1)</sup>. A l'époque, la LDH, qui était à un moment important de son histoire où elle recouvrait son autonomie<sup>(2)</sup>, n'a pas pris position sur l'innocence des Rosenberg, elle s'est bornée à demander leur grâce du fait de son opposition à la peine de mort et de son doute sur leur culpabilité. Son président a écrit le 2 décembre 1952 au président des Etats-Unis, Harry Truman : «La Ligue se garde bien d'affirmer qu'une erreur a été commise; elle dit seulement [...] que l'erreur a été possible, et que l'exécution capitale des condamnés la rendrait irréparable.»

(1) Voir «L'instrumentalisation, par l'URSS, de l'affaire Rosenberg» in *Hommes & Libertés*, n° 164, décembre 2013, p.20-21 ([www.lhd-france.org/wp-content/uploads/IMG/pdf/h\\_1h64\\_actualite\\_4\\_il\\_y\\_a\\_soixante\\_ans\\_la\\_ldh\\_face\\_a\\_l\\_antisemitisme\\_a\\_l\\_est\\_.pdf](http://www.lhd-france.org/wp-content/uploads/IMG/pdf/h_1h64_actualite_4_il_y_a_soixante_ans_la_ldh_face_a_l_antisemitisme_a_l_est_.pdf)).

(2) C'est le moment où la LDH, soumise depuis 1944 à l'influence du PCF d'alors, qui ne souhaitait pas sa reconstitution comme force autonome, a commencé à se dégager de celle-ci, a créé la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH) et dénoncé l'absence de libertés dans le monde communiste. Voir Gilles Manceron, «La Ligue des droits de l'Homme après 1940. Repères chronologiques et questions historiographiques», in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 137-138, 2<sup>e</sup> semestre 2020 (<https://boutique.lhd-france.org/publications/270-materiaux-la-ligue-des-droits-de-lhomme-apres-1945.html>).

(3) Il s'agit du cardiologue Yakov Etinguer, médecin personnel de Staline, de Wladimir Vinogradov, médecin général-chef de l'Armée soviétique et des médecins Alexandre Feldman, Yakov Rapoport, Boris Kogan, Mikhail Kogan, Alexandre Grinshtein, Mikhail Egorov et Yakov Temkin, ainsi que Miron Vovsi.

(4) Dont l'un des premiers arrêtés, Yakov Etinguer. Son corps n'a jamais été rendu à sa famille.

Et elle a dénoncé les nombreuses exécutions d'antifascistes juifs dans le monde soviétique, véritables «affaires Dreyfus de la guerre froide».

### Répression antisémite, massive, à l'Est

L'assassinat sur ordre de Staline de Solomon Mikhoels a été le point de départ d'une vague de répression contre des juifs communistes et antifascistes en URSS et dans les pays sous son influence. Son point culminant a été, peu avant la mort de Staline, le moment où il a dénoncé un présumé «complot des blouses blanches» et fait arrêter et torturer une dizaine de médecins soviétiques juifs qui ont été accusés d'avoir assassiné des dirigeants<sup>(3)</sup>. La Ligue s'est indignée : «Le Comité central de la LDH, profondément ému par le renouveau d'antisémitisme que révèlent les poursuites intentées à un nombre important de médecins, surtout israélites, à Moscou, et la nature même de ce procès, inquiet de retrouver les mêmes signes que dans le procès Slansky en Tchécoslovaquie, considérant que l'antisionisme apparaît en l'occurrence comme l'une des formes

de l'antisémitisme, s'attriste et s'indigne de voir renaître l'exploitation du racisme que l'on croyait disparu avec l'hitlérisme; et fait appel à la conscience du monde civilisé pour qu'une protestation unanime s'élève contre le retour de passions et de pratiques qui déshonorent l'humanité.»

A la suite de la dénonciation de ce «complot», plusieurs centaines de médecins et pharmaciens juifs, accusés d'empoisonner leurs patients, ont été arrêtés dans toute l'URSS, d'autres boycottés, leurs familles prises à partie et arrêtées à leur tour. Dans plusieurs cas, on peut parler de pogroms. Après la mort de Staline, le 5 mars, sept des médecins retrouveront la liberté, mais certains sont morts durant leur détention<sup>(4)</sup>. Cette période contraste avec la tradition du mouvement communiste de Russie dans lequel, depuis l'époque tsariste, de nombreux juifs ont joué un rôle important. Mais l'antisémitisme était resté présent dans le pays et, dès la fin de la guerre, Staline a pris la lourde responsabilité de le réactiver.

Solomon Mikhoels était un intellectuel reconnu, président du Comité antifasciste juif d'Union soviétique, directeur

*«Si le procès des Rosenberg fut un scandale juridique, s'il s'est déroulé dans une atmosphère de "chasse aux sorcières" et d'hystérie anticomuniste entretenue par le maccarthysme, il ne s'est pas accompagné d'antisémitisme au même titre que lors de l'affaire Dreyfus.»*

du Théâtre juif d'Etat de Moscou. Il avait contribué à la victoire de l'URSS sur le nazisme en allant collecter avec succès en 1942, avec l'aval de Staline, des fonds auprès des juifs des Etats-Unis pour aider le pays dans la guerre. Son sort est l'objet du film *Vie et destin du Livre noir*<sup>(5)</sup>, qui raconte comment a été interdite la publication de ce recueil de témoignages qu'avec Vassili Grossman et les autres animateurs du Comité antifasciste juif d'Union soviétique, Solomon Mikhoels avait rassemblés sur le massacre d'un million et demi de juifs d'Union soviétique, après l'invasion de l'URSS par l'armée nazie. Des témoignages qui montraient que parfois, des populations locales y avaient pris part.

### De Solomon Mikhoels au procès de Prague

Solomon Mikhoels s'est vu retirer toutes ses responsabilités, et, en janvier 1948, à Minsk, il a été assassiné par la police de Staline qui a fait disparaître son corps. Entre avril et juillet 1952, les autres animateurs du Comité antifasciste juif d'Union soviétique sont arrêtés, 13 d'entre eux, accusés de « déloyauté » et « cosmopolitisme », condamnés à mort et exécutés secrètement dans la nuit du 12 au 13 août 1952<sup>(6)</sup>. Au total, ce sont 125 condamnations, dont 25 à la peine capitale, des milliers de juifs arrêtés ou chassés de leur travail, notamment dans la culture, l'information, la presse, l'édition, l'enseignement et la médecine.

(5) *Vie et destin du Livre noir, la destruction des juifs d'URSS*, documentaire écrit par Antoine Germa et Guillaume Ribot, produit par France télévisions et réalisé par Guillaume Ribot (2020, 92'), diffusé sur France 5 en décembre 2020.

(6) Il s'agit de Solomon Lozovski, ancien vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Itzik Fefer, poète, Boris Shimeliovich, médecin en chef de l'Armée rouge, Joseph Yuzefovich, historien, Leib Kvitko, poète, Peretz Markish, poète, David Bergelson, écrivain, David Hofstein, poète, Benjamin Zuskin, comédien, Ilya Vatenberg, éditeur, Emilia Teumim, éditrice, Leon Talmy, journaliste et traducteur, Khayke Vatenberg-Ostrowskaya, traductrice, femme d'Ilya Vatenberg. Der Nister, écrivain, est mort dans un hôpital carcéral en 1950 et Solomon Bregman, ministre et député, torturé en prison, y est mort le 23 janvier 1953.

(7) Vladimír Clementis, ministre des Affaires étrangères, Artur London et Favro Hajdu, vice-ministres des Affaires étrangères, Otto Fischl, vice-ministre des Finances, Eugen Löbl et Rudolf Margolius, vice-ministres des Affaires commerciales, Josef Frank, secrétaire général adjoint du PC, Ludvík Frejka, chef du Comité de l'économie, Bedřich Geminder, chef de la section internationale du secrétariat du PC, Bedřich Reicin, vice-ministre de la Défense nationale, Otto Katz, alias André Simone, directeur du journal *Rude Pravo*, Otto Sling, secrétaire régional du PC, et Karel Schwab, vice-ministre de la Sécurité d'Etat.

« La campagne impulsée, dans le sillage de l'URSS stalinienne, par le PCF d'alors et le Comité de défense des Rosenberg a réussi à diffuser dans l'opinion publique l'idée que l'affaire Rosenberg était une "affaire Dreyfus" et à occulter les véritables "affaires Dreyfus" qu'étaient l'assassinat de Solomon Mikhoels, le procès de Prague et la répression du présumé "complot des blouses blanches" ».

*L'Humanité*, relai à l'époque de la propagande de l'URSS, écrit : « Lorsque, en Union soviétique, est arrêté le groupe des médecins assassins travaillant pour le compte des services d'espionnage terroristes anglo-américains [...], la classe ouvrière applaudit de toutes ses forces. » Début 1952, en Roumanie, la ministre des Affaires étrangères, Anna Pauker, née Hannah Rabinsohn, accusée de « cosmopolitisme », est emprisonnée, et, à Prague, en novembre 1952, a lieu le procès de Rudolf Slansky, secrétaire général du PC, juif comme dix des treize co-inculpés<sup>(7)</sup>. Dans *L'Humanité* du 27 novembre, on lit : « Pour Slansky et ses complices, un seul châtiment équitable : la mort » ; le 29, André Stil s'en prend à ceux qui condamnent la peine de mort « en général », protestent contre la mort des Rosenberg et « aussi contre celle de Slansky » et il invite « tous les partisans de la paix et de la liberté à applaudir à la condamnation de Slansky et de sa clique ». Slansky est pendu le 3 décembre 1952 avec dix autres condamnés, dont les cendres sont aussitôt dispersées pour qu'ils n'aient pas de sépulture. Un meeting dénonçant ce

procès a lieu à La Mutualité, où intervient Emile Kahn, secrétaire général de la LDH. Ce même 3 décembre 1952 est constitué le Comité de défense des Rosenberg. Dans sa lettre du 2 décembre 1952, envoyée au président Truman, le président de la LDH écrit : « Dans la même séance où le Comité central m'a chargé de vous demander la grâce des époux Rosenberg, il a élevé contre le procès de Prague une protestation qui a eu en Europe un profond retentissement. En demandant la grâce des époux Rosenberg, la Ligue n'assimile pas la procédure des tribunaux américains à celle qui a été suivie à Prague. Elle ne confond pas la publicité des audiences avec un procès clandestin, ni la liberté de la défense avec la partialité imposée aux témoignages et plaidoiries, ni la régularité des recours avec l'exécution précipitée de la sentence. Mais, selon sa tradition constante, elle redoute les effets irréparables de l'exécution capitale. Tout jugement humain, même le plus scrupuleux, est susceptible d'erreur. Ce que la Ligue sait du procès Rosenberg lui laisse un doute sur le bien-fondé de l'accusation. [...] Il lui apparaît enfin qu'aucune preuve de la communication du secret à une puissance étrangère n'a été apportée en dehors du témoignage, unique et suspect, des époux Greenglass. »

Mais la campagne impulsée, dans le sillage de l'URSS stalinienne, par le PCF d'alors et le Comité de défense des Rosenberg, a été une formidable réussite. Elle a réussi à diffuser dans l'opinion publique l'idée que l'affaire Rosenberg était une « affaire Dreyfus », et à occulter les véritables « affaires Dreyfus » qu'étaient l'assassinat de Solomon Mikhoels, le procès de Prague et la répression du présumé « complot des blouses blanches ». Il est impossible de commémorer, soixante-dix ans plus tard, l'affaire Rosenberg sans dire que cette campagne, fondée sur une présentation inexacte des faits, poursuivait ce but.

La LDH, au moment des faits, a pris une position singulière, qu'elle rappelle et ne regrette en rien. Sur les questions d'histoire, elle n'a pas, pas plus que les Etats, partis ou autres associations, à prendre des positions, elle doit être attentive au travail des historiens et reconnaître ce qu'il a permis d'établir. Au-delà de la LDH, l'avenir de l'ensemble de la gauche française, et en particulier de la belle idée de communisme, ne peut être fondé que sur un regard lucide sur le passé. ●